ParlAmericas

FAITS SAILLANTS 2019

Photographies: Avec la permission des parlements hôtes, ParlAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE PARLAMERICAS 2

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS 3

FINANCES ET ACTIVITÉS 4

LÉGISLATURES NATIONALES REPRÉSENTÉES AUPRÈS DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION 5

PARTENAIRES 6

2019 EN UN COUP D'CEIL 8

OUTILS INTÉRACTIFS 10

RESSOURCES ET PUBLICATIONS 12

16e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE 13

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES 18

11e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES 19

PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES 22

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT 26

4e RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT 27

JOURNÉE DU PARLEMENT OUVERT ET VOLET PARLEMENTAIRE DU SOMMET MONDIAL DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT 30

1re RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES POUR LE PARLEMENT OUVERT 33

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 36

4e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 37

DÉLÉGATATION PRÉSENTE À LA COP25 40

À PROPOS DE PARLAMERICAS

Est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**

Est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes

Facilite l'échange de **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**

Intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif

Promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité

Encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**

Est basé à **OTTAWA, CANADA**

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS

Chères et chers collègues parlementaires,

J'ai le plaisir de vous présenter les « Faits saillants de l'année 2019 ». Cette année, nous avons continué de faciliter l'échange de bonnes pratiques parlementaires et de promouvoir le dialogue politique coopératif au sein de l'hémisphère, en renforçant la gouvernance démocratique dans les parlements de la région et en travaillant d'un élan décisif pour positionner nos plateformes de travail comme des références dans l'hémisphère en matière d'égalité des genres, de parlement ouvert et de changement climatique. Chacun de ces piliers coordonne et développe des initiatives régionales avec les parlements et des organisations partenaires, unissant nos efforts de coopération et notre soutien à l'élaboration et à la réalisation de ces agendas.

Dans les pages suivantes, vous découvrirez en détail des activités que nous avons réalisées en 2019, impliquant la participation de parlementaires, de membres du personnel parlementaire, en plus de spécialistes et de représentantes et représentants de la société civile reconnus. De plus, cette publication vous permettra d'en savoir davantage sur les ressources et les outils que ParlAmericas a mis à votre disposition, comme des publications, des rapports, des trousses d'outils interactives en ligne et des épisodes de podcasts enregistrés lors de nos réunions.

Cette année, nous démarrons un projet important d'appui et d'accompagnement au renforcement d'organisations de la société civile dédiées à l'autonomisation des femmes en politique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Grâce au Gouvernement du Canada, ParlAmericas collabore depuis le début de l'année 2019 avec le Forum national des femmes des partis politiques (FONAMUPP) du Panama et l'Organisation caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL, de son sigle anglais).

Au mois d'octobre, j'ai eu le privilège d'être nommée présidente de ParlAmericas lors de la 49e réunion du Conseil. Je vous remercie toutes et tous pour votre confiance et vous réitère mon engagement à renforcer encore le travail de notre institution. De même, je souhaite saisir cette opportunité pour reconnaître, au nom de tous les membres du Conseil, le travail important de notre président antérieur (2018-2019), Robert Nault, qui a consacré un travail engagé à ParlAmericas, non seulement lors de son mandat en tant que président, mais également toutes les années durant lesquelles il a été membre du Conseil. Partager cette mission avec lui a été honneur.

Je profite de cette occasion pour réitérer l'importance de continuer à faire part des progrès et objectifs atteints au sein de vos parlements, afin de pouvoir regarder vers l'avenir et encourager d'autres parlementaires à participer aux activités de ParlAmericas.

Nous ferons encore part des réussites de notre institution en 2020.

Cordialement,

Elizabeth Cabezas

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

Présidente de ParlAmericas

SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @**ELIZCABEZAS**

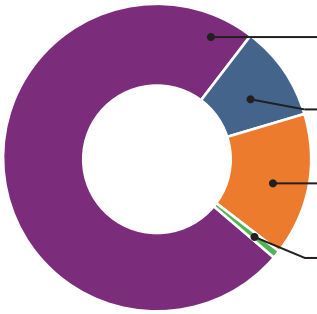
FINANCES ET ACTIVITÉS

Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2019 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise, de temps et de voyages des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

Source : Les informations suivantes représentent les états financiers vérifiés de ParlAmericas à compter du 30 septembre 2019, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

CONTRIBUTIONS
$2,194,746



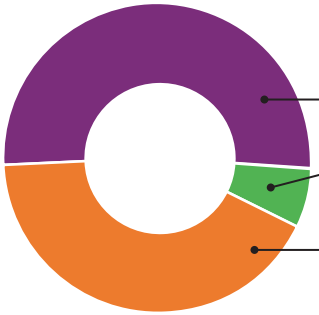
77% Projets financés par les donateurs : $1,691,573

10% Contributions des membres : $214,097

12% Contributions en nature des membres : $253,946

1% Autres revenus : $35,129

DÉPENSES
$2,036,361

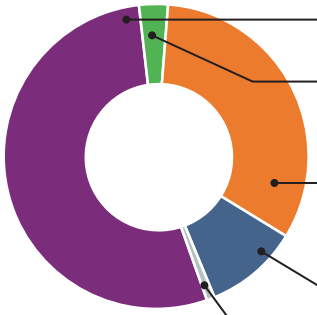


51% Personnel : $1,041,773

10% Coûts d'exploitation : $200,277

39% Mise en œuvre de projets : $794,312

VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES
$2,934,129



58% Projets financés par donateurs : $1,691,573

3% Contributions en nature du Secrétariat international : $92,948

30% Contributions des parlements – monétaire + en nature + voyages indicatifs : $871,507

8% Contributions en nature des partenaires :$242,972

1% Autres revenus : $35,129

LÉGISLATURES NATIONALES REPRÉSENTÉES AUPRÈS DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration
(en octobre 2019, 16e assemblée plénière de ParlAmericas):

Elizabeth Cabezas, présidente
Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

Maya Fernández Allende, 2e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
Membre de la Chambre des députés, Chili

Blanca Ovelar, 2e vice-présidente et présidente du Réseau pour un parlement ouvert
Sénatrice, Paraguay

Ana Belén Marín, 2e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique
Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

ParlAmericas est dirigé par des parlementaires pour des parlementaires, avec un Conseil d'administration composé de 21 sièges qui représentent actuellement 17 pays d'Amérique du Nord, centrale, du Sud et des Caraïbes. De plus, le Conseil inclue les membres d'office suivants : l'hôte de la plénière, l'ancien président sortant de ParlAmericas, une ou un représentant du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'OEA. Chaque réseau est dirigé par un comité exécutif élu, composé d'une présidente ou d'un président et de vice-présentes ou vice-présidents sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, centrale, du Sud et les Caraïbes. Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos Comités exécutifs sont disponibles sur notre site web: http://www.parlamericas.org/fr/about/board-of-directors.aspx

PARTENAIRES

Outre les parlements membres, ParlAmericas s'associe régulièrement à des organisations de la société civile et multilatérales en vue de maximiser les résultats par le biais d'efforts de programmation complémentaires. Nous sommes reconnaissants pour leur contribution en matière d'expertise et de ressources dans nos projets au cours de l'année écoulée et sommes impatients de nous appuyer sur ces collaborations pour promouvoir le renforcement de la démocratie, la transparence parlementaire, l'égalité des genres et le développement durable dans les Amériques et les Caraïbes.

En avril, ParlAmericas et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont signé un protocole d'accord pour réaffirmer les efforts de collaboration pour faire avancer le programme climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, ParlAmericas a été reconnue en tant qu'organisation observatrice officielle du processus de la CCNUCC par la Conférence des Parties (COP) à sa 24e session tenue en décembre 2018. Ce statut et le mémorandum permettront à ParlAmericas de participer officiellement et d'intégrer les perspectives parlementaires dans les conférences et délibérations sur les changements climatiques.

Government of Canada / Gouvernement du Canada

OAS

CLIMATE NEUTRAL NOW — MEASURE REDUCE OFFSET

Youth Climate Lab

allcot

PUBLISH WHAT YOU PAY CANADA

ONAMIAP — Organización Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú

CIMA — CENTER FOR INTERNATIONAL MEDIA ASSISTANCE

FORO NACIONAL DE MUJERES DE PARTIDOS POLÍTICOS

IUCN

GIRLS NOT BRIDES

ILO — International Labour Organization

LATIN AMERICA & CARIBBEAN CLIMATE WEEK

UNDRR — UN Office for Disaster Risk Reduction

ela — EQUIPO LATINOAMERICANO DE JUSTICIA Y GÉNERO

ADAPTATION FUND — Readiness Programme for Climate Finance

Caribbean Community Climate Change Centre

Women of Unlimited Worth

FRIDA — FRIDA | The Young Feminist Fund — Flexibility Resources Inclusivity Diversity Action

En 2019 ParlAmericas a continué de soutenir deux mécanismes importants de collaboration stratégique

Le **Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes** a été annoncé lors du 8e Sommet des Amériques (Pérou, avril 2018). Ayant l'objectif de contribuer au progrès régional pour l'atteinte de l'ODD 5 (égalité des genres), le Task Force est un mécanisme de coordination qui renforce les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.

Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert** (OPeN) a été lancé lors du 5e Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) (Géorgie, juillet 2018). Ayant l'objectif de contribuer au progrès mondial pour l'atteinte de l'ODD 16 (institutions fortes), OPeN offre une tribune aux parlementaires qui défendent l'ouverture législative en servant comme membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.

2019 EN UN COUP D'CEIL

Janvier

Participation à la cinquième réunion du Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes (Washington, États-Unis)

Participation à un panel et des réunions pour un parlement ouvert (San José, Costa Rica)

Février

Au-delà des murs du parlement: renforcer le contrôle parlementaire | 4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert (Quito, Ecuador)

Participation à la réunion de la Commission de la condition de la femme (New York, États-Unis)

Mars

Participation à l'atelier régional sur la biodiversité et les connaissances écologiques traditionnelles (Tegucigalpa, Honduras)

Participation au 2e forum régional semestriel sur le Programme 2030: progrès en matière de santé et d'égalité des genres dans l'OECO (Nevis, Saint-Kitts-et-Nevis)

Avril

Participation à la réunion du Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes (Saint-Domingue, République Dominicaine)

Participation à un Atelier sur la transparence parlementaire lors de la Réunion du Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA) (Rio de Janeiro, Brésil)

Mai

Exploiter les possibilités de collaboration avec la société civile pour améliorer la législation et les politiques publiques | Journée du parlement ouvert et Volet parlementaire du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (Ottawa, Canada)

Participation à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains "Innover pour renforcer le multilatéralisme dans l'hémisphère" (Medellin, Colombie)

Juin

Parvenir à un équilibre dans le monde du travail | 11e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas (Ville de Mexico, Mexique)

Pour consulter les rapports d'activités individuels détaillés ainsi que nos publications, veuillez visiter le site Web de ParlAmericas.

Juillet

Faire progresser l'action climatique par le biais de la législation et le contrôle parlementaire | 4e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique (Paramaribo, Suriname)

Participation à la Semaine du climat de l'Amérique latine et des Caraïbes (Salvador, Brésil)

Août

Participation à l'Atelier international sur les congrès ouverts pour des démocraties actives organisé par le Congrès de l'Argentine et EUROsociAL+ (Buenos Airtes, Argentine)

Septembre

Participation à la 1re session ordinaire du Caucus vert multipartite du Congrès de la République du Pérou (Lima, Pérou)

Atelier: Trousse d'outils pour la transparence et l'accès à l'information parlementaire (San Jose, Costa Rica)

Octobre

Participation à la pré-COP25 avec le panel "Renforcer la gouvernance climatique, un outil pour effectuer une transition juste vers la décarbonisation" (San Jose, Costa Rica)

Participation à la Réunion de coordination du Réseau numérique pour le parlement ouvert (OPeN) (Bruxelles, Belgique)

Accélérer la progression de l'Agenda 2030 : Bonnes pratiques pour renforcer l'action parlementaire | 16e Asamblée plénière de ParlAmericas (Asunción, Paraguay)

Novembre

Participation à un séminaire sur la non-violence à l'égard des femmes organisé par le bureau de la sénatrice Rosa Galvez du Canada et les ambassades de l'Équateur, du Paraguay et de la République dominicaine (Ottawa, Canada)

Participation d'une délégation à la COP25 (Madrid, Espagne)

Décembre

1re Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert (Ville du Panama, Panama)

Participation à la 2e réunion de la communauté de pratique sur la crédibilité du budget (Washington DC, États-Unis)

OUTILS INTÉRACTIFS

ParlAmericas a un certain nombre de nouveaux outils en ligne améliorés permettant aux parlementaires d'accéder à des informations et des ressources spécialisées.

ParlGenderTools

ParlGenderTools est un espace intéractif en ligne d'apprentissage autoguidé contenant des kits d'outils sur les questions d'égalité des genres, conçus pour les parlementaires des Caraïbes anglophones. Chaque kit d'outils comprend des vidéos, des données et des ressources spécialisées, ainsi que des liens avec des cadres réglementaires régionaux et internationaux, afin d'aider les parlementaires à défendre et à agir au niveau législatif sur les questions principales de développement et de genre. Ce portail permet également aux parlementaires de partager les pratiques efficaces appliquées dans leur parlement et liées aux thèmes des kits d'outils, facilitant ainsi l'échange de connaissances dans la région. Les kits d'outils actuels sont axés sur la budgétisation sensible au genre et les alliés masculins pour l'égalité des genres. Des kits supplémentaires seront ajoutés au fil du temps pour répondre aux problématiques prioritaires identifiées par les parlementaires. Ce portail est une collaboration avec le Bureau ultipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes. www.parlgendertools.org/fr/

Podcast ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur iTunes et Google Play pour écouter les présentations et panels de nos rencontres précédemment menées dans l'hémisphère. Nos podcasts sont également disponibles sur le site web de ParlAmericas www.parlamericas.org/fr/resources/podcasts.aspx

Nos épisodes de podcast présentent des exposés d'expert(e)s de renommée mondiale et de personnalités politiques, y compris l'ancienne présidente **Michelle Bachelet** (Chili) et la première ministre **Mia Mottley (**Barbade), sur des questions hémisphériques essentielles telles que l'égalité des genres, le changement climatique, les migrations, l'inclusion, la transparence et la responsabilité.

Portail sur le parlement ouvert

Le Portail sur le parlement ouvert est une plateforme en ligne conçue pour les parlementaires, les membres de personnel parlementaire et les spécialistes parlementaires d'Amérique et des Caraïbes. Il propose des informations sur l'ouverture législative et un espace pour échanger des connaissances et des expériences dans l'hémisphère par des vidéos, des infographies, des présentations et des ressources externes. Ce portail inclura plusieurs kits d'outils élaborés par ParlAmericas pour appuyer la mise en œuvre des principes du parlement ouvert, suivant les piliers de la Feuille de route pour l'ouverture législative de ParlAmericas : transparence et accès à l'information publique, responsabilité, éthique et participation citoyenne. Ce dernier est le premier kit actuellement disponible en ligne. Il fournit des ressources utiles pour toute personne en recherche d'inspiration ou d'orientation pour élaborer et mettre en place un Plan d'action pour un parlement ouvert ou des initiatives d'ouverture spécifiques. Les utilisateurs peuvent également y partager des pratiques et mécanismes d'ouverture actuellement appliqués dans la région, ainsi que consulter un glossaire définissant des concepts importants. Le Portail sur le parlement ouvert est actuellement disponible en anglais, en espagnol, en français et en portugais. www.parltools.org

Outil d'engagements parlementaires

L'Outil d'engagements parlementaires est un espace en ligne permettant aux utilisateurs de visualiser, comparer, télécharger et suivre la progression des parlements dans leurs engagements pour un parlement ouvert. Il présente les engagements pris par les délégations parlementaires aux rencontres annuelles du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, ainsi que ceux inclus dans les Plans d'action pour un parlement ouvert et les engagements législatifs des Plans d'action pour un gouvernement ouvert, présentés au Partenariat pour un gouvernement ouvert. Ces engagements peuvent être explorés par pays et par les piliers du parlement ouvert : transparence et accès à l'information, responsabilité, participation citoyenne et éthique. La progression dans chaque engagement est rapportée par les parlements et affichée grâce à un système de feux de circulation, avec une description des actions achevées et des liens vers des informations supplémentaires. Cet outil montre les efforts importants entrepris par les parl ments de notre hémisphère pour renforcer leur institution, et encourage l'adoption de nouveaux engagements à promouvoir l'ouverture et sert comme guide, en fournissant des exemples et des idées de nouvelles initiatives. L'outil d'engagements parlementaires est disponible en espagnol, en anglais, en français et en portugais. www.parlamericas.org/fr/open-parliament/parl-comm-tracker.aspx?/

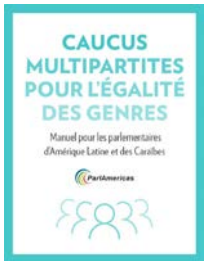
RESSOURCES ET PUBLICATIONS

ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires en ligne avec les sujets abordés par chacun de ses réseaux et ses activités. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre site web.

ÉQUALITÉ DES GENRES

Promouvoir les candidatures des femmes

Caucus multipartites pour l'égalité des genres



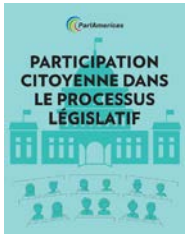
Guide de politiques de ParlAmericas : Congé parental

PARLEMENT OUVERT

Feuille de route pour la transparence parlementaire

Renforcer la responsabilisation grâce à l'ouverture fiscale : une trousse d'outils pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes

Participation citoyenne dans le processus législatif



CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable

Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique

Projet de guide sur les parlements verts : actions pour promouvoir des pratiques durables dans les parlements

16e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

#ParlAmericas2019 #ParlAmericasSDG

THÈME: Accélérer la progression de l'Agenda 2030 : Des bonnes pratiques pour l'action parlementaire

DATE: 30 octobre - 1 novembre 2019

LIEU: Asunción, Paraguay

PARTICIPANTS: Plus de 70 parlementaires, membres de personnel parlementaire, experts, et représentantes et représentants de la société civile provenant de 21 pays

Cette activité s'aligne avec les 17 Objectifs de développement durable

La 16e Assemblée plénière de ParlAmericas, **organisée au Sénat du Paraguay**, a réuni des parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes, et représentantes et représentants de la société civile, pour parler de stratégies et de bonnes pratiques à mettre en place pour renforcer le rôle important des parlements pour accélérer la progression et élever l'ambition à réaliser l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD).

L'Assemblée plénière a débuté avec un discours de bienvenue du sénateur **Patrick Kemper** (Paraguay), hôte de cette rencontre, de la membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), 2e vice-présidente de ParlAmericas et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique, et de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), 2e vice-présidente de ParlAmericas et présidente de son Réseau pour un parlement ouvert. Des représentants du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour l'Amérique et les Caraïbes ont assisté à cette séance inaugurale, et dans le discours magistral, l'administrateur du PNUD **Achim Steiner** a décrit les étapes essentielles que les parlements doivent passer pour stimuler la transformation nécessaire à atteindre les ODD et ne laisser personne pour compte.

La séance d'ouverture a été suivie par une série de sessions de travail au cours desquelles les déléguées et les délégués ont écouté des spécialistes et d'autres parlementaires présenter des bonnes pratiques et des mécanismes existants, ainsi que des stratégies et le rôle des parlements dans la contribution et le suivi de la progression pour mettre en œuvre les ODD. Les participantes et participants ont échangé des expériences sur la façon dont leur parlement s'est

organisé pour mieux appuyer l'Agenda 2030 et ont discuté de l'importance de l'égalité des genres en tant que condition essentielle pour atteindre les 17 ODD. Pour finir, ils ont exploré des opportunités de partenariats et de collaboration pour renforcer leur contribution à un avenir plus durable.

Un rapport détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

Les ODD constituent la plus grande matrice dont nous disposons pour garantir la progression de nos pays. Ils nous aident à promouvoir des politiques publiques visant à rendre nos actions transparentes et à contribuer ainsi au bien-être de nos citoyennes et citoyens. Il est urgent d'intégrer les ODD à un plan stratégique qui, grâce à une analyse précise et à des évaluations quantifiables, nous permettra de mesurer les réalisations et de corriger les erreurs.

Sénateur **Patrick Kemper** (Paraguay), hôte de la 16e Assemblée plénière

Le Costa Rica a été le premier pays au monde à signer un pacte national pour les ODD, dans lequel les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que le tribunal électoral, des institutions autonomes et les 81 municipalités du pays sont impliquées. Ce pacte implique une architecture institutionnelle de suivi d'un Comité technique des ODD à un Forum national des ODD. Un Conseil de haut niveau des ODD a aussi été créé et est présidé par le Président de la République.

Députée **Nielsen Pérez** (Costa Rica)

SESSION DE FORMATION

Une session de formation intitulée « Suivre les progrès des ODD à travers les dépenses publiques » a été facilitée par la Dre **Helaina Gaspard**, directrice gouvernance et institutions, Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) à l'Université d'Ottawa (présentation), en marge de la 16e Assemblée plénière. Elle a invité les participantes et participants à envisager les fonds publics comme un prisme à travers lequel évaluer les priorités politiques et les résultats des gouvernements, et renforcer les pratiques d'examen des finances pour mieux surveiller la progression de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Grâce à cet atelier les participantes et participants ont examiné le processus du budget national en tant que voie importante par laquelle les parlements peuvent suivre et évaluer les progrès vers les ODD, car il s'agit du principal instrument politique qui identifie les recettes annuelles attendues et les dépenses prioritaires.

Cet atelier a donné lieu à une discussion qui a permis de regarder plus en détail les bureaux parlementaires ayant développé des outils afin d'aider les parlementaires à examiner les propositions budgétaires, les affectations aux programmes et l'exécution de ces derniers, et à comprendre leur impact sur la progression de leur pays vers les ODD.

> *En tant que représentants élus du peuple, les parlementaires sont dans une position unique pour entraîner le processus de « localisation » vers l'avant, traduisant les objectifs internationaux en engagements pertinents au niveau national qui reflètent les points de vue, les intérêts et les aspirations d'une grande diversité de citoyennes et de citoyens ... du fait de représenter les opinions des citoyennes et des citoyens, et de demander des comptes au pouvoir exécutif, les parlements sont des partenaires indispensables pour assurer la gouvernance inclusive, participative et transparente qui est à la base de l'Agenda 2030.*

Achim Steiner, administrateur du Programme de développement des Nations Unies (PNUD)

Le parlement ouvert est un pilier essentiel de l'action de cette organisation pour regagner la confiance des citoyennes et citoyens envers le secteur politique. Les parlements ont une mauvaise image, la classe politique suscite de la méfiance, et nous devons retrouver la valeur de la politique et la relier à son objectif fondamental qui est l'intérêt général. Le parlement ouvert est une tendance irréversible dans le monde, et avec son travail, ParlAmericas aide notre région à bâtir et à développer une véritable ouverture parlementaire.

Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du RPO

DÉCLARATION

L'Assemblée plénière s'est terminée par la lecture de la déclaration adoptée par la délégation de chaque parlement représenté par le sénateur **Amado Florentín** (Paraguay).

Elle reconnait que les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des ODD, lesquels sont un appel à l'action urgent de tous les pays, et que les principes d'inclusion et de ne laisser personne pour compte doivent aller de pair avec des stratégies améliorant la santé et l'éducation, réduisant les inégalités et favorisant la croissance économique, tout en continuant de lutter contre le changement climatique. Cette déclaration comprend les engagements suivants :

- Promouvoir de manière effective l'Agenda 2030 et la mise en œuvre de tous les ODD à travers l'exercice de nos fonctions d'élaboration des lois, de contrôle, d'affectation budgétaire et de représentation, ainsi que dans les processus parlementaires internes;
- Examiner les ressources attribuées à la réalisation des ODD, y compris les fonds de développement internationaux, pour nous assurer qu'elles produisent des résultats durables et significatifs, mesurés grâce à l'adaptation nationale des indicateurs des ODD;
- Renforcer les mécanismes existants et en créer de nouveaux pour améliorer la participation citoyenne dans le processus décisionnel en matière de mise en œuvre des ODD, et garantir que les personnes les plus touchées par les pratiques sociales, environnementales et économiques non durables actuelles puissent exprimer leurs besoins et contribuer à élaborer des solutions;
- Prendre des mesures concrètes pour renforcer la collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux, et avec des institutions de contrôle, pour contribuer à l'élaboration, à l'adoption et au suivi de cadres et plans nationaux visant la mise en œuvre efficace de l'Agenda 2030;
- Continuer à renforcer la capacité de nos parlements à garantir la création de cadres, mécanismes, processus et plans stratégiques pour l'Agenda 2030 et ses objectifs, et que ces derniers appuient efficacement la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des ODD.

MESA 4

MESA 5

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Chères et chers collègues,

Cette année a apporté de nouveaux défis et de nouveaux événements difficiles dans nos pays. En tant que parlementaires, il est plus important que jamais que nous garantissions des réponses adaptées et le respect des droits de la personne de toutes et tous. Dans ce contexte, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont fondamentales tandis que nous cherchons à réparer les inégalités économiques et sociales qui existent dans nos pays. Sans perspective de genre, nous ne pourrons pas affronter ces défis ni atteindre un développement durable.

En réponse aux priorités identifiées par nos membres, le travail du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) de ParlAmericas au cours des derniers mois s'est concentré sur des thèmes liés aux droits du travail et politiques des femmes. Par exemple, notre rencontre annuelle organisée en collaboration avec le Sénat du Mexique a permis d'aborder en détail l'économie du soin, les réformes législatives promouvant l'autonomisation économique inclusive, les lois et politiques prévenant le harcèlement sexuel au travail, et la femme dans l'avenir du travail. Accompagnés de spécialistes, nous avons échangé des bonnes pratiques et stratégies législatives sur ces thèmes importants.

À travers nos échanges, nous avons créé des partenariats, des outils et des connaissances qui contribuent de manière soutenue à l'élaboration de textes législatifs et d'initiatives efficaces bénéficiant à la totalité de nos populations. Le RPEG préconise de tenir compte des multiples dimensions de l'inégalité et d'analyser les différents besoins et points de vulnérabilité en fonction des secteurs de la société. Les prochaines publications et les prochains outils élaborés par le RPEG seront fondés sur ces principes et sur les apprentissages des activités réalisées, créant des guides à mettre en pratique au sein de nos pays.

De même, le travail du RPEG tout au long de l'année a reflété notre engagement permanent envers le renforcement de partenariats avec d'autres parties prenantes engagées dans l'égalité des genres, ce qui est nécessaire pour que nos efforts soient durables. Nous sommes toujours une institution membre active du Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes, et notre projet avec des organisations de la société civile demeure utile et bénéfique pour toutes les personnes impliquées.

Le leadership des membres du Comité exécutif du RPEG et des parlementaires participant à nos activités a fait de ce réseau l'espace innovant et avant-gardiste qu'il est. Je souhaite vous remercier sincèrement pour votre participation et votre engagement.

J'attends avec impatience l'occasion de poursuivre notre mission collective l'an prochain.

Cordialement,

Maya Fernández Allende

Députée, Chili
Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @**MAYAFERNANDEZA**

11e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

#ParlAmericasGEN

THÈME: Parvenir à un équilibre dans le monde du travail

LIEU: Ville de Mexico, Mexique

DATE: juin 18-20,2019

PARTICIPANTS: Plus de 70 parlementaires, membres de personnel parlementaire, et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 22 pays

Cette activité s'aligne avec les ODD 5 et 8

La 11e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) de ParlAmericas, **organisée au Sénat de la République du Mexique**, a réuni des parlementaires de toute l'Amérique et des Caraïbes pour échanger avec des spécialistes et autres acteurs au sujet de stratégies visant à promouvoir l'égalité des genres et les droits du travail et économiques des femmes. Sous le thème Parvenir à un équilibre dans le monde du travail, les sessions de travail de cette rencontre ont souligné les façons dont les parlementaires peuvent contribuer à atteindre une plus grande reconnaissance des rôles des femmes en tant qu'agentes économiques, et à réduire les barrières culturelles et juridiques à l'entrée des femmes et à leur pleine contribution à la population active.

La rencontre a été officiellement inaugurée par la sénatrice **Antares Vázquez Alatorre** (Mexique), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas et hôtesse de l'événement; et par le député **Robert Nault** (Canada), président de ParlAmericas.

L'inauguration a été suivie d'une série de sessions de travail au cours desquelles les participantes et participants ont discuté de bonnes pratiques et des expériences de leur pays. Ces échanges ont exploré différentes méthodes de réduction des obstacles à l'entrée des femmes et à la pleine contribution de leurs talents dans la population active, avec des thèmes comme : les dimensions genrées du travail de soin, les écarts dans la législation pour l'autonomisation économique, la préparation des travailleurs aux réalités du futur, et la lutte contre et la prévention du harcèlement sexuel au travail. Un travail en table ronde axé sur l'importance des données globales ventilées par genre pour prendre des décisions relatives à ces questions et à d'autres questions liées.

Un rapport détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

Nous avons fait des progrès importants dans chacun de nos congrès, mais nous avons toujours beaucoup à faire et à échanger. Nous avons entendu parler de bonnes pratiques législatives d'un certain nombre de parlements de notre continent, et je crois que nous devons continuer de dialoguer afin de construire un chemin commun pour l'égalité des femmes.

Sénatrice **Antares Vázquez Alatorre** (Mexique), hôtesse de la rencontre et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

Conformément au plan stratégique du Réseau, notre travail récent est axé sur trois domaines concrets : l'autonomisation politique des femmes, l'autonomisation économique des femmes et l'éradication de la violence basée sur le genre. Ces sujets essentiels et interconnectés sont visibles dans le travail que nous avons mené et dans les agendas que nous promouvons.

Membre de l'Assemblée législative **Cristina Cornejo** (Le Salvador), vice-présidente du RPEG pour l'Amérique centrale, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

SESSION DE FORMATION

Dans le cadre de cette rencontre ils avaient des sessions de formation à la prévention et à la lutte contre le harcèlement sexuel au travail. Tenues séparément en espagnol et en anglais, ces sessions ont examiné le problème du harcèlement sexuel au travail comme un obstacle aux droits de la personne et à l'égalité des genres. La session en espagnol a été réalisée par **Lucía Martelotte**, sous-directrice exécutive, de l'Equipe latino-américaine pour la justice et le genre (ELA, en espagnol), e la session en anglais a été présentée par **Haran Ramkaransingh**, directeur des Services juridiques, Commission pour l'égalité des chances (EOC) de Trinité-et-Tobago.

Ces session ont permis d'avoir un aperçu des principes juridiques concernés, et d'examiner différents types de lois nationales luttant contre le harcèlement sexuel, en prenant des exemples des sous-régions présentes. Ces sessions ont également encouragé les participantes et participants à réfléchir à la manière dont les bonnes pratiques abordées pourraient informer l'élaboration de protocoles ou de codes de conduite pour prévenir le harcèlement au sein des institutions législatives.

DÉCLARATION

La 11e rencontre du RPEG s'est terminée avec la lecture de la déclaration par la sénatrice **Vázquez Alatorre**, accompagnée par le député **Nault** . Voici quelques-uns des engagements adoptés par les délégations parlementaires présentes pour promouvoir davantage l'autonomisation des femmes dans la population active et pour bâtir un avenir plus équilibré en termes de genre pour notre region:

- Examiner le statut des conventions internationales pour l'égalité des genres dans la population active, y compris les conventions de l'OIT en attente de ratification, et œuvrer à harmoniser la législation de nos pays conformément aux accords de nos États.
- Identifier les dispositions de nos lois nationales qui sont directement ou indirectement discriminatoires envers les femmes dans le monde du travail, et consulter les organisations de femmes pour combler cet écart.
- Demander la création et l'utilisation de données ventilées par genre dans toute prise de décision
- Œuvrer à renforcer les systèmes de protection sociale, en nous assurant qu'ils suivent des principes d'universalité, de coresponsabilité et d'égalité des genres.
- Créer ou soutenir des mesures pour institutionnaliser une politique contre le harcèlement sexuel adaptée à nos parlements.

Nous disposons déjà des méthodes pour mesurer [le travail de soin] alors c'est ce que nous devons faire. Pour pouvoir dire aux femmes : « Vous avez le droit, vous avez la reconnaissance. » Mais il est temps de lui donner de la valeur. Alors nous passons d'une simple quantification du travail de soin à son inclusion dans la législation pour qu'il fasse partie de l'administration et de la répartition de la justice.

Sénatrice **Verónica Camino Farjat** (Mexique)

Dans le code du travail actuel de la Grenade, façonné par les activités du mouvement syndical, le travail domestique est défini dans la loi en termes de rémunération à percevoir, d'heures de travail et de droit à un congé payé annuel. Ce domaine du travail de soin est également couvert par notre législation sur la sécurité sociale. Les employeurs sont obligés de cotiser au système de sécurité nationale pour la retraite, le congé maladie et autres prestations pour les femmes qui effectuent un travail de soin et les travailleuses et travailleurs domestiques.

Président du Sénat **Chester Humphrey** (Grenade), vice-président du RPEG pour les Caraïbes

PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES

En 2018, ParlAmericas a lancé un projet pour promouvoir le leadership politique des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes. Ce projet vise à aider des organisations multipartites de femmes à exécuter des programmes créant des environnements propices au leadership des femmes en politique et dans d'autres secteurs où elles sont sous-représentées. Ses activités renforcent également les capacités institutionnelles de ces organisations car elles collaborent avec les parlements nationaux, des bureaux du genre, et des organisations multilatérales, régionales et locales de la société civile.

Via ce programme, ParlAmericas accompagne actuellement l'Organisation caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL) et le Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP). Les initiatives conjointes réalisées avec ces organisations tirent profit des réussites de ParlAmericas en matière d'intégration de l'égalité des genres et de mobilisation de la société civile.

Les activités du projet incluent :

- des ateliers pour encourager et soutenir les candidatures électorales de femmes;
- des initiatives pour le leadership avec des jeunes femmes;
- la facilitation d'échanges de connaissances et de réunions;
- l'élaboration de communications, de défense d'une cause, d'outils de collecte de fonds et de systèmes pour la viabilité des activités au-delà de la durée du projet

EXIT
EXIT

FORO NACIONAL DE MUJERES DE PARTIDOS POLÍTICOS

Le Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des chances et des conditions équitables dans la participation politique des Panaméens. Le FONAMUPP est en activité depuis 25 ans et a joué un rôle important dans la défense de réformes électorales pour la parité.

Témoignages de bénéficiaires de la formation du FONAMUPP

« Avant, je ne savais pas comment parler en public, comment faire un discours par exemple. Aujourd'hui, je n'ai pas uniquement surmonté cette peur, je sais aussi parler de manière fluide à un public. Le FONAMUPP a joué pour beaucoup. »

« Avant, les femmes étaient passives et n'osaient pas participer en politique. Toutefois, après avoir reçu ces formations, les femmes se mettent en avant, parlent, expriment leurs opinions et veulent aller de l'avant car elles se sentent soutenues par une organisation. »

« Personnellement, je pense que ces formations ont eu un effet sur moi et ont fait de moi une personne ayant une valeur politique. Je suis désormais beaucoup plus sûre de moi; nous avons développé des traits de caractère comme le courage. »

Résumé des activités de 2019

- 5 réunions de renforcement de section
- 1 session de travail sur la communication
- 1 session de travail avec les divisions des femmes de partis politiques
- Plus de 150 femmes bénéficiaires des activités du projet

CIWiL
Caribbean Women in Leadership

L'Organisation caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL) est une institution indépendante, apolitique et multipartite créée pour suivre, renforcer et augmenter la participation politique des femmes et leur leadership dans la région. Le CIWiL vise à créer une base de leadership des femmes durable, effective et efficace, et à atteindre l'égalité des genres à travers le plaidoyer, le réseautage, la recherche et le renforcement des capacités.

Témoignages de bénéficiaires de la formation du CIWiL

« J'aime apprendre comment devenir une leader. Et pas simplement une leader, mais une leader transformationnelle. »

« J'ai trouvé tous les sujets utiles et ils m'aideront à être préparée pour mon aventure politique. Je sens que j'ai de plus en plus de courage. »

« Cela m'a motivée et je sais maintenant que c'est possible. Cet atelier m'a apporté des informations que j'ignorerais si je n'y avais pas assisté. »

Résumé des activités de 2019

- 4 ateliers pour des candidates potentielles
- 1 session de travail sur la création d'une section et la mobilisation des jeunes
- 2 sections nationales créées
- Plus de 100 femmes bénéficiaires des activités du projet

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT

Chères et chers collègues,

En 2019, notre Réseau pour un parlement ouvert a continué de promouvoir le dialogue et l'action pour l'ouverture législative, réunissant les parlementaires d'Amérique et des Caraïbes, ainsi que d'autres régions du monde, des fonctionnaires de parlements et des représentantes et représentants de la société civile.

La 4e rencontre annuelle du Réseau était axée sur le contrôle politique parlementaire et la façon dont, grâce à la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et l'éthique, nous pouvons élaborer des textes législatifs et des actions pour lutter contre la corruption et atteindre les Objectifs de développement durable. Elle a rassemblé plus de 100 parlementaires, fonctionnaires et représentantes et représentants de la société civile de 27 pays de l'hémisphère en Équateur, pour parler d'intégrité, de blanchiment de capitaux, de récupération d'actifs, entre autres thèmes, en soulignant les opportunités de collaboration avec la société civile pour un contrôle politique plus efficace.

Nous avons tenu une réunion au Costa Rica, en collaboration avec la fondation Directorio Legislativo, afin d'échanger les expériences de la région en matière de parlement ouvert. Nous avons également réalisé deux ateliers liés à l'évaluation de la loi et au suivi de la progression des ODD à travers les dépenses publiques, avec le soutien de la Fondation Westminster pour la démocratie et de l'Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) de l'Université d'Ottawa, respectivement.

Au cours du Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), nous avons organisé la Journée du parlement ouvert, où plus de 120 parlementaires, fonctionnaires et représentantes et représentants de la société civile de 34 pays du monde entier ont parlé de collaboration avec la société civile pour favoriser des États ouverts, et ont réfléchi à des façons de lutter contre les fausses nouvelles. Nous avons aussi participé à des sessions de ce Sommet, mettant en avant le rôle des parlements dans ces espaces.

Nous avons créé un Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert d'échanger des bonnes pratiques et des expériences en matière de mise en œuvre des principes du parlement ouvert, aux niveaux technique et institutionnel. La première réunion de cet espace a eu lieu au Panama, avec la participation de 11 pays.

Nous élaborons actuellement une trousse d'outils sur la transparence et l'accès à l'information du parlement en partenariat avec le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information et avec le soutien spécial d'EUROsociAL+. De même, nous avons présenté une publication sur la transparence fiscale, élaborée en collaboration avec l'IFPD et l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques.

Nous continuons d'avancer avec un guide sur l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert, et nous développons une trousse d'outils sur la responsabilité institutionnelle parlementaire. Ces publications seront officiellement lancées lors de la prochaine rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, en 2020.

L'an prochain, nous continuerons d'encourager l'adoption de plans d'action et d'engagements pour un parlement ouvert à présenter au PGO, la coordination interinstitutionnelle pour consolider les États ouverts, la collaboration et la cocréation d'initiatives avec la société civile.

C'est un honneur de compter sur le soutien et la participation de délégations parlementaires lors de nos activités et j'espère avoir encore le plaisir de votre présence en 2020.

Cordialement,

Blanca Ovelar

Sénatrice, Paraguay
Présidente du Réseau pour un parlement ouvert

SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @**OVELAR_BLANCA**

4e RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT

#ParlAmericasOPN

THÈME: Au-delà des murs du parlement : Renforcer le contrôle parlementaire

LIEU: Quito, Équateur

DATES: Mars 12-14, 2019

PARTICIPANTS: Plus de 100 parlementaires, membres de personnel parlementaire, et représentantes et représentants de la société civile provenant de 27 pays

Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

La 4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas, **accueillie par l'Assemblée nationale de l'Équateur**, a réuni des parlementaires avec des spécialistes en la matière pour partager des expériences, des connaissances et des stratégies afin de renforcer le travail de contrôle des parlements à travers des initiatives et des plans d'action pour un parlement ouvert élaborés en collaboration avec la société civile. Le thème de cette rencontre, Au-delà des murs du parlement : Renforcer le contrôle parlementaire, s'est intéressé au rôle important du parlement dans la promotion de normes élevées de transparence et de responsabilité dans toutes les branches du gouvernement, condition nécessaire pour progresser dans les mesures de lutte contre la corruption prévues dans l'engagement de Lima, et pour encourager une mise en œuvre plus efficace de l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable.

La rencontre a été inaugurée par la présidente de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), vice-présidente de ParlAmericas; le député **Robert Nault** (Canada), président de ParlAmericas; et la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du OPN.

L'inauguration a été suivie d'une série de sessions de travail pendant lesquelles les participants ont échangé leurs expériences et bonnes pratiques. Les discussions ont exploré les caractéristiques principales de la corruption dans la région et ont proposé un agenda ambitieux pour une transformation plus systémique, ainsi que des stratégies et mécanismes visant à renforcer le contrôle parlementaire des cadres et pratiques législatifs pour ouvrir les gouvernements, prévenir la corruption, poursuivre les coupables et récupérer les capitaux volés.

Le travail en table ronde s'est concentré sur l'élaboration d'actions concrètes pouvant être entreprises par les parlements afin de favoriser un État plus ouvert. Les participants ont exploré des possibilités d'application d'approches de parlement ouvert au travail législatif concernant les questions de politiques publiques importantes comme l'égalité des genres, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'inclusion des peuples autochtones. Ils ont également parlé de leurs expériences et de leurs idées de collaboration avec la société civile pour renforcer le contrôle parlementaire des questions de développement durable.

Les délégations parlementaires ont eu l'opportunité de

présenter les résultats d'engagements nationaux pris antérieurement à appliquer des mesures de parlement ouvert au sein de leur parlement, et de partager de nouveaux engagements à mettre en place lors de la prochaine année, afin qu'ils figurent dans l'outil sur les engagements parlementaires de ParlAmericas. Ces sessions ont été modérées par membre de l'Assemblée législative **Maritza Espinales** (Nicaragua), membre du Conseil de ParlAmericas, et par président de l'Assemblée **Andy Daniel** (Sainte-Lucie), membre du Conseil de ParlAmericas.

Un rapport détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

Nous avons pris la décision, à travers une réforme du règlement de l'Assemblée nationale, de créer le Centre d'analyse des recherches législatives, qui nous permettra d'analyser la législation beaucoup plus rapidement, ex-ante comme ex-post, et surtout de renforcer les mécanismes de transparence pour informer les citoyens, ainsi que les liens que nous sommes en train de tisser avec différentes organisations de la société civile.

Présidente de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), vice-présente de ParlAmericas

L'examen post-législatif est essentiel pour s'assurer que la législation adoptée a les effets et les résultats escomptés. Cette évaluation nous permet également d'être beaucoup plus efficaces dans notre travail de contrôle parlementaire, et à partir de cet examen, nous pouvons améliorer les lois dans nos pays et la qualité de notre représentation politique, renforcer la confiance des citoyens envers nos parlements et promouvoir leur participation.

Membre de l'Assemblée nationale **Fernando Burbano** (Équateur)

DECLARATION

La 4e rencontre du RPO s'est terminée avec la lecture de la Déclaration par la membre de l'Assemblée nationale **Karina Artega** (Équateur), et le processus de discussion et d'approbation a été modéré par député **Nault**, président de ParlAmericas. Voici quelques-uns des principaux engagements adoptés par les délégations parlementaires présentes pour promouvoir davantage les principes du parlement ouvert, lutter contre la corruption et renforcer le contrôle parlementaire:

- Suivre les progrès et accompagner les efforts de nos États dans la lutte contre la corruption, en améliorant la collaboration entre toutes les branches de l'État afin de renforcer la gouvernance démocratique, aspects faisant partie de l'engagement de Lima.
- Créer des opportunités de collaboration avec des organisations de la société civile dans l'élaboration et la mise en place de stratégies pour renforcer le contrôle parlementaire et l'ouverture dans tous les secteurs du gouvernement, en particulier les politiques publiques sur l'égalité des genres, le changement climatique et l'inclusion des peuples autochtones.
- Co-créer et mettre en œuvre des plans d'action pour un parlement ouvert ou d'autres initiatives en collaboration avec la société civile et le personnel parlementaire, dans le but de développer des outils et des processus de participation contribuant à renforcer le contrôle parlementaire et à promouvoir l'ouverture des institutions gouvernementales.
- Tenir compte, dans les phases initiales de l'élaboration de la législation, des données démographiques et des preuves pertinentes qui permettent de concevoir des indicateurs et des cibles spécifiques, ventilés par genre et autres facteurs sociaux pertinents dans le contexte national, pouvant servir ultérieurement pour évaluer les lois et les politiques gouvernementales à travers ces dimensions spécifiques. Lorsque ces données et preuves n'existent pas, promouvoir leur collecte.
- Créer et renforcer des mécanismes complets pour un examen législatif et une analyse qui garantissent la mise en œuvre effective et la réalisation des objectifs d'origine, et promouvoir l'adoption de la Déclaration mondiale sur l'examen post-législatif.

"L'approvisionnement public doit être renforcé. Nous devons créer un lien avec les citoyennes et citoyens, et fournir des informations utiles. Leur donner un contrat n'aide en rien. C'est en prenant le temps de leur dire ce qu'ils vont recevoir, ce qu'ils devraient voir, quelle qualité de matériaux devrait être utilisée, combien de temps le travail durera, quels biens et services seront fournis, que vous remplirez leurs besoins (pour comprendre et participer activement). Lorsque l'on donne ces informations, on peut avoir une transparence dans l'approvisionnement public."

Juan Ricardo Ortega, conseiller principal, Banque interaméricaine de développement

"Les parlements peuvent impliquer la société civile dans le processus officiel de suivi de la mise en œuvre nationale (de lois et de politiques publiques pour gérer les ressources naturelles), tout en reconnaissant l'importance du suivi et de l'évaluation indépendants par la société civile, par exemple à travers des contre-rapports."

Zakiya Uzoma-Wadada, présidente, Institut des ressources naturelles des Caraïbes

JOURNÉE DU PARLEMENT OUVERT ET VOLET PARLEMENTAIRE DU SOMMET MONDIAL DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

#ParlAmericasOPN #OGPCanada

THÈME: Exploiter les possibilités de collaboration avec la société civile pour améliorer la législation et les politiques publiques

LIEU: Ottawa, Canada

DATES: Mai 29-30, 2019

PARTICIPANTS: Plus de 120 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, et représentantes et représentants de la société civile provenant de 34 pays

Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

La Journée du parlement ouvert du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert, organisée par la Section canadienne de ParlAmericas avec le soutien du Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN), a réuni des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires, et des représentantes et représentants de la société civile du monde entier pour faire part d'expériences, de connaissances et de stratégies pour renforcer les efforts visant à promouvoir des réformes pour un gouvernement ouvert. Sous le thème "Exploiter les possibilités de collaboration avec la société civile pour améliorer la législation et les politiques publiques", les séances de travail de la réunion ont porté sur les efforts visant à transformer les relations des parlements avec le public en promouvant la transparence, la responsabilité, la participation et des normes éthiques élevées dans le cadre d'un objectif plus large visant à créer des États plus ouverts et transformer la culture gouvernementale pour promouvoir l'innovation et améliorer continuellement les politiques et la prestation de services afin de répondre aux besoins publics.

Cette réunion a été inaugurée par le député Randy Boissonnault (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas (OPN), et le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et du Gouvernement numérique Greg Fergus (Canada), ainsi que la membre de l'Assemblée nationale Elizabeth Cabezas (Équateur), vice-présidente de ParlAmericas, qui a présenté le Résumé des Directives pour l'élaboration de Plans d'action pour un parlement ouvert.

Le discours de bienvenue a été suivi d'une session de travail où les déléguées et délégués parlementaires ont échangé leur expérience en matière de collaboration avec la société civile pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action ou des initiatives pour un parlement ouvert. Ils ont également exploré la façon de tirer parti de cette collaboration pour renforcer les rôles de représentation et de contrôle du parlement afin de bâtir des démocraties plus fortes et inclusives offrant de meilleurs services et politiques publiques, conformément à l'Objectif de développement durable 16 de l'Agenda 2030. La réunion s'est terminée par un panel visant à explorer les façons dont le parlement peut exploiter l'agenda pour l'ouverture afin de contribuer à des débats plus informés et à des résultats de politiques publiques plus transformateurs. Les participantes et participants ont également abordé des difficultés émergentes, comme les fausses nouvelles et la désinformation, et ont réfléchi à des solutions possibles.

OPeN a débuté avec un groupe de pas plus de 10 parlementaires, et aujourd'hui nous sommes ici avec plus de 100 réformatrices et réformateurs de nos parlements et congrès.

Maria Baron, directrice exécutive internationale de Directorio Legislativo

Le parlement ouvert et le gouvernement ouvert vont de pair et le Canada a l'honneur de co-présider le Partenariat pour un gouvernement ouvert à cette époque critique dans le monde, pour une participation transparente, fidèle et démocratique... Notre participation au PGO a eu lieu sous deux gouvernements de différentes affiliations politiques. Il est essentiel que les parlementaires comme nous, quel que soit le parti auquel nous sommes affiliés, épousent les valeurs de l'ouverture et de la transparence pour que le peuple continue de bénéficier de ce mouvement international malgré les alternances politiques.

Député **Greg Fergus** (Canada), secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et du Gouvernement numérique

VOLET PARLEMENTAIRE DU SOMMET MONDIAL DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Des délégations parlementaires ont participé aux sessions du Sommet mondial du PGO, où ils ont échangé avec des pairs, des fonctionnaires de gouvernement, des universitaires, la société civile et autres acteurs du gouvernement ouvert. Ils ont eu l'occasion de débattre des stratégies permettant aux citoyennes et citoyens, à la société civile et aux entreprises de participer à la prise de décisions du gouvernement; habilitant les populations sous-représentées à collaborer avec les gouvernements; et aidant les citoyennes et citoyens à comprendre l'impact du gouvernement ouvert sur leur quotidien.

Lors de leur participation à différentes sessions de ce sommet, ils ont abordé des questions importantes, comme la désinformation, les registres de propriété bénéficiaire, l'égalité des genres, l'élaboration de lois participative et inclusive, l'innovation dans le secteur public, la lutte contre la corruption, l'intelligence artificielle et l'accès à la justice, entre autres. Une de ces sessions était consacrée au rôle des parlements dans la promotion de l'agenda pour le gouvernement ouvert au-delà de l'ouverture de l'institution du parlement. Une autre session visait à échanger des bonnes pratiques entre les plans d'action de lutte anti-corruption des gouvernements et des parlements. Plusieurs parlementaires ont également mené la conversation en tant que panélistes durant leurs sessions respectives.

Un rapport détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

POINTS D'ACTION:

Lors de la Journée du parlement ouvert et du Volet parlementaire du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert, les points d'action suivants ont été soulignés:

- Participer plus activement aux efforts nationaux pour un gouvernement ouvert en promouvant les plans d'action existants et en élevant les ambitions, ou en encourageant la participation de votre gouvernement au Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO).
- Élaborer, réviser et adopter des législations augmentant la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et les normes éthiques applicables aux titulaires de charge publique, en appui aux engagements du plan d'action (par exemple la réglementation du lobbying, l'accès à l'information, la déclaration des actifs, la réglementation de la participation, etc.)
- Co-créer, mettre en œuvre, suivre et évaluer les Plans d'action pour un parlement ouvert avec la société civile pour s'engager envers les priorités clés pour transformer l'interaction entre le parlement et le public afin d'aller vers une législation et un contrôle plus inclusifs et efficaces des politiques publiques, garantissant la réponse aux besoins des citoyennes et des citoyens.
- Créer des espaces permettant au public de contribuer à un débat plus exhaustif et inclusif sur des questions importantes de politique nationale allant au-delà de l'ouverture (par exemple, le changement climatique, la réforme des systèmes de pensions, les lois anti-corruption, etc.), et de co-créer des solutions à ces problèmes.
- Garantir que tous les espaces participatifs créés incluent les femmes, les peuples autochtones et autres groupes historiquement marginalisés, afin qu'ils puissent servir à faire entendre la voix des personnes sous-représentées.

Il existe une forte asymétrie entre les pouvoirs exécutif et législatif. J'entends par là que l'exécutif détient des informations et des ressources dont la plupart des autorités législatives ne disposent tout simplement pas pour exercer leurs responsabilités de contrôle et leur mission en général... Les organisations de la société civile font également face à une situation de pénurie d'information et cela crée un point commun permettant aux parlements et à la société civile de travailler ensemble pour œuvrer à un objectif commun d'ouverture comme outil pour bâtir la responsabilité dans la gestion des affaires publiques.

Mukelani Dimba, directeur du développement à l'École internationale pour la transparence

Historiquement, la plupart des développements nationaux que nous avons réalisés sont dus à la collaboration d'activistes et de parlementaires. Toutefois, nos parlements ont aujourd'hui perdu la confiance des citoyennes et citoyens. Il incombe aux parlementaires d'inviter publiquement la société civile et les citoyennes et citoyens à apporter leurs contributions aux projets de loi... et de valoriser et d'accepter le rôle de la société civile dans la co-création.

Sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du RPO pour les Caraïbes

1re RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES POUR LE PARLEMENT OUVERT

#ParlAmericasOPN

THÈME: Les piliers d'un parlement ouvert

LIEU: Ville de Panama, Panama

DATE: 4 et 5 décembre 2019

PARTICIPANT(E)S: Plus de 25 fonctionnaires de parlements, parlementaires et représentantes et représentants de la société civile provenant de 11 pays d'Amérique latine

Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

En collaboration avec l'Assemblée nationale du Panama, ParlAmericas a organisé la 1ère réunion du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert dans le but d'inaugurer un espace dédié à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques appliquées dans leurs parlements pour l'ouverture législative. Ce nouvel espace a été créé par le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas en reconnaissance du rôle essentiel des fonctionnaires dans la viabilité et la progression effective de l'agenda pour un parlement ouvert au niveau institutionnel.

La réunion a débuté avec un discours de bienvenue de **Quibián Panay** (Panama), secrétaire général de l'Assemblée nationale, et du député **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil de ParlAmericas. Suite à cela, les fonctionnaires ont été invités à présenter brièvement des bonnes pratiques et les difficultés liées à la responsabilité du parlement. Les représentantes et représentants du Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou y République dominicaine ont parlé de forums, d'expositions, d'audiences publiques, d'outils numériques comme des applications, et de rapports standardisés des déplacements des parlementaires et des résultats annuels de la gestion législative, entre autres, comme bonnes pratiques mises en place par leur institution.

Les sessions de travail qui ont eu lieu lors de cette réunion ont permis d'échanger des expériences et des bonnes pratiques sur la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité du parlement, et la participation citoyenne, ainsi que de mieux connaître la méthodologie design thinking pour la création et la reconception de programmes et de services que les parlements offrent aux public. Cette réunion s'est achevée avec un panel international sur le parlement ouvert où le Chili, l'Équateur et le Panama ont fait part de leurs expériences en matière de plans d'action et d'initiatives en lien avec l'ouverture législative. Cette activité a servi de lancement officiel du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas.

Prochains points d'action du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas:

- Proposer un guide avec les objectifs et les cibles du Réseau permettant d'évaluer sa progression à chaque réunion
- Cibler un thème principal pour chaque réunion et que chaque parlement présente un résumé sur ce sujet afin que les autres puissent connaître ses avancées
- Établir une liste des fonctionnaires indiquant leurs spécialités et intérêts, ainsi que les thèmes sur lesquels ils travaillent en matière de parlement ouvert, pour pouvoir échanger des expériences et des bonnes pratiques, en utilisant aussi le Portail sur le parlement ouvert de ParlAmericas
- Que les fonctionnaires plus avancés sur un aspect particulier de l'ouverture législative dispensent des formations à ceux qui débutent ces processus, afin de contribuer et de travailler ensemble pour l'avenir
- Collaborer avec le Réseau latino-américain pour la transparence législative pour contribuer à la nouvelle méthodologie de l'indice de transparence et à sa mise en œuvre

Impliquer les fonctionnaires de carrière des différentes assemblées et parlements dans la partie opérationnelle est une décision judicieuse de ParlAmericas. Cela vous permettra de savoir clairement ce que nous visons en tant qu'organisation, et de nous soutenir et de vous joindre à ce travail important afin que ces politiques (pour un parlement ouvert) donnent les résultats que nous espérons. En Équateur, nous sommes un groupe de plusieurs membres de l'Assemblée issus de différents partis, et ensemble, nous avons décidé que cette politique pour un parlement ouvert doit être institutionnalisée, qu'elle doit prendre de l'ampleur et être une pratique commune au sein de l'Assemblée de l'Équateur. Nous avons en permanence des réunions avec la société civile, et des groupes de travail ont été créés dans différentes provinces pour expliquer cette initiative.

Membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas

Les fonctionnaires parlementaires sont un élément central de la mise en œuvre effective et de la durabilité des plans d'action, des engagements et des initiatives visant à garantir plus de transparence, de responsabilité, de participation citoyenne et d'éthique dans les pouvoirs législatifs.

Député **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil de ParlAmericas

Le soutien et l'engagement des plus hautes autorités du parlement sont essentiels à la réussite des projets pour la transparence et la responsabilité, et des campagnes de sensibilisation pour favoriser une culture de l'intégrité. Échanger de bonnes pratiques avec d'autres pays nous aide à consolider et à améliorer ces efforts.

Patricia Letona (Guatemala), directrice de l'Unité pour l'accès à l'information du Congrès du Panama

Au Panama, nous reconnaissons l'importance du parlement ouvert, et c'est pourquoi nous avons développé des initiatives permettant une participation citoyenne au travail parlementaire plus grande et effective [...]. Nous sommes également impliqués dans des discussions et des débats pour garantir une plus grande transparence du parlement panaméen. J'espère que les dialogues et les échanges de cette réunion nous permettront d'apprendre les uns des autres et d'explorer des points de collaboration entre les pays ici réunis, et ainsi de renforcer l'ouverture législative dans nos institutions.

Quibián Panay (Panama), secrétaire général de l'Assemblée nationale du Panama

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Chères et chers collègues,

Cette année, le Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas (RPCC) a axé son travail sur l'élévation de l'ambition climatique, en facilitant des espaces d'échange de connaissances et d'expériences avec des spécialistes en la matière et la société civile, ainsi qu'en participant aux discussions internationales sur le climat, mettant en avant le rôle fondamental des parlements dans l'action climatique.

De même, nous avons consolidé la relation entre ParlAmericas et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en signant un Protocole d'entente afin de renforcer notre travail commun. Quant au Secrétariat international de ParlAmericas, il a rejoint l'initiative Climate Neutral Now de la CCNUCC visant à mesurer, réduire et compenser les émissions de gaz à effet de serre.

Cette année, nous avons organisé la 4e rencontre du RPCC, intitulée « Faire progresser l'action climatique par le biais de la législation et le contrôle parlementaire », à Paramaribo, au Suriname, avec le soutien précieux de l'Assemblée nationale du Suriname. Au cours de cette rencontre, les parlementaires ont effectué un appel à l'action pour montrer la façon dont l'action législative contribue à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et appuie l'autonomisation des différents acteurs pour leur permettre de faire partie des solutions. Le RPCC a également participé à plusieurs dialogues climatiques sous-régionaux et internationaux, tels que l'atelier régional sur la biodiversité et les connaissances écologiques traditionnelles à Tegucigalpa, au Honduras. Nous avons aussi participé à des dialogues de haut niveau lors de la Semaine du climat de l'Amérique latine et des Caraïbes 2019 à Salvador, au Brésil.

Nous avons organisé un événement parallèle officiel de haut niveau à la pré-COP25, à San José, au Costa Rica, sur le renforcement de la gouvernance climatique comme outil pour effectuer une transition juste vers la décarbonisation. De plus, une délégation parlementaire a participé à la COP25 à Madrid, en Espagne, pour présenter le travail des parlementaires dans l'hémisphère, et rassembler les bonnes pratiques pour faire face au changement climatique. Cette année, l'objectif principal de la COP était d'élever l'ambition générale de toutes les parties pour se préparer à la mise à jour des Contributions déterminées au niveau national (CDN) en 2020.

Je suis fière de vous faire part de deux nouvelles publications ayant pour objectif de contribuer à notre travail parlementaire face au changement climatique. D'une part, le Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, en collaboration avec le Bureau régional d'Amérique des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, publié en février, est un outil facilitant les actions des pouvoirs législatifs dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai, aidant à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de nos pays. D'autre part, la publication « Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable » a été lancée en octobre et explique comment les parlements peuvent intégrer les ODD dans leur travail et faciliter la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030.

Je souhaite saisir cette opportunité pour remercier toutes les personnes qui ont assisté à nos activités et qui ont représenté ParlAmericas à des conférences et dialogues de haut niveau. Je vous encourage à continuer d'adopter des mesures pour protéger notre environnement et d'avancer vers les objectifs de l'Accord de Paris.

Cordialement,

Ana Belén Marín

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur
Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

SUIVEZ-MOI SUR TWITTER **@ANITABELENMARIN**

4e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

#ParlAmericasCC #TimeForAction

THÈME: Faire progresser l'action climatique par le biais de la législation et le contrôle parlementaire

LIEU: Paramaribo, Suriname

DATES: août 8 - 9,2019

PARTICIPANTS: Plus de 50 parlementaires, représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 16 pays

Cette activité s'aligne avec les ODD 11, 12, 13, 14, 15, 17

La 4e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique **s'est déroulée à l'Assemblée nationale du Suriname**. Elle a rassemblé parlementaires, spécialistes et représentants de la société civile pour participer à une série de sessions de travail examinant l'idée générale de Promouvoir l'action climatique grâce à la législation et au contrôle parlementaire. Les participants ont échangé des bonnes pratiques et des expériences, et ont étudié des actions législatives clés contribuant à conduire un agenda climatique ambitieux afin d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris consistant à maintenir la hausse de la température mondiale moyenne à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels.

Cette rencontre a été inaugurée par son hôtesse, l'honorable présidente de l'Assemblée nationale **Jennifer Simons** (Suriname) vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique pour l'Amérique du Sud, ainsi que par la membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur) vice-présidente adjointe pour l'Amérique du Sud.

Le discours d'ouverture a souligné la valeur et l'importance de la création de partenariats entre les parlements et les jeunes dans la prise de décisions politiques audacieuses répondant à la « crise climatique » face à laquelle nous nous trouvons. Ce discours a été suivi d'une série de sessions de travail évoquant : les résultats de la COP24 et les attentes pour la COP25 et son importance dans le travail des parlements; les bonnes pratiques législatives abordant les différentes facettes environnementales du rapport GEO-6; les différents mécanismes de marché et hors marché que les pays peuvent utiliser pour collaborer et encourager différents acteurs à adopter des pratiques plus durables du point de vue du climat; et enfin, le besoin d'élever l'ambition et la façon dont les parlementaires peuvent le permettre à travers le financement climatique.

Visite de terrain

Dans le cadre de cette rencontre, les délégués ont réalisé une visite de terrain à Weg nar Zee, une région côtière de faible altitude très vulnérable face à la future hausse du niveau de la mer due au climat. Dans le prolongement des sessions de cette rencontre sur l'adoption d'une action climatique, la visite de terrain leur a permis de se représenter physiquement une solution efficace d'utilisation des mangroves en tant qu'outil d'adaptation climatique à travers le projet Building with Nature (« Construire

avec la nature »). Les participants ont pu voir d'eux-mêmes que replanter des mangroves dans cette zone aide à réduire l'érosion, à atténuer les impacts de la hausse du niveau de la mer et à redonner vie à cette région.

De plus, les délégués ont participé à une sortie culturelle pour célébrer la Journée des peuples autochtones et rendre hommage au peuple javanais du Suriname.

Un rapport détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

Le parlement doit identifier les secteurs les plus vulnérables et les aider à gagner en résilience. De même, nous pouvons adopter des réglementations applicables par le pouvoir exécutif et disposer de protocoles nous permettant d'avoir une vision bien plus large de l'Amérique et des Caraïbes, ce qui nous permettra de recevoir davantage de contributions afin que les décisions prises par nos parlements soient les mieux adaptées possible.

Membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), vice-présidente adjointe du RPCC pour l'Amérique du Sud et membre du Conseil de ParlAmericas

Le réseau sur le climat ne se contente pas de discuter des problèmes du changement climatique, des sciences et des débats autour de ce sujet. Nous aidons les parlements des pays américains et caribéens à agir au sein de leurs frontières et d'une manière qui leur est propre. L'heure de se contenter de parler est clairement révolue. Le GIEC a déclaré au monde entier que nous avons moins de 12 ans pour éviter une catastrophe climatique, et plusieurs scientifiques pensent que nous pourrions avoir encore moins de temps. Nous montrons les façons dont les parlements abordent le changement climatique, élèvent la volonté politique et répondent à l'urgence d'agir, car ils ont le pouvoir d'avoir des impacts positifs sur le monde.

L'honorable présidente de l'Assemblée nationale **Jennifer Simons** (Suriname), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique du Sud et membre du Conseil de ParlAmericas

DÉCLARATION

La 4e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique s'est achevée avec la lecture de l'Appel à l'action : Déclaration parlementaire par Nathalie Grant, directrice de la division du protocole de l'Assemblée nationale du Suriname. Les processus de dialogue et d'approbation ont été modérés par l'honorable Jennifer Simons. Parmi les engagements adoptés par les délégations réunies pour agir pour le climat et contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris conformément aux Objectifs de développement durable pour 2030, les principaux sont, entre autres :

- Nous appelons tous les parlementaires à soutenir activement le travail mis en œuvre actuellement dans nos pays afin de mettre à jour les Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour 2020, et à influencer ce processus afin de dépasser le niveau d'ambition des CDN antérieures, atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et intégrer les programmes de conservation dans le contexte des Objectifs de développement durable;
- Nous appelons les gouvernements à publier les données nationales sur les émissions climatiques, les mesures d'atténuation et d'adaptation et les ressources publiques allouées à cet effet dans un format ouvert afin de renforcer le contrôle parlementaire et d'augmenter la responsabilité, ainsi que de promouvoir la collaboration et l'innovation à travers tous les secteurs et niveaux pour progresser vers l'atteinte des CDN et des objectifs de l'accord de Paris;
- Nous appelons les parlementaires à étudier notre législation et nos cadres politiques nationaux concernant le changement climatique et l'environnement, en examinant les endroits où de nouveaux textes ou réformes sont nécessaires, ainsi qu'à échanger de bonnes pratiques législatives au sein de l'hémisphère afin de contribuer aux avancées vers une transition équitable;
- Nous appelons les parlementaires à reconnaître l'importance de la science du climat et des données scientifiques, afin d'examiner l'état environnemental actuel et futur de nos pays, et de prendre des décisions et des actions climatiques basées sur des faits;
- Nous appelons les parlementaires à habiliter les jeunes et à reconnaître la valeur de leurs appels à l'action en s'assurant qu'ils soient des partenaires actifs lors de processus décisionnels liés au climat, aux niveaux national et international.

> *Le gouvernement de la Barbade reconnaît entièrement que le secteur public ne peut pas lutter seul contre le changement climatique. Il est par conséquent important qu'il existe des efforts collaboratifs entre les secteurs privé et public. C'est pourquoi nous avons créé ces incitations fiscales.*

Honorable Président de l'Assemblée **Arthur E. Holder** (La Barbade), membre du Conseil de ParlAmericas

> *Les parlements ont un rôle important dans la politique et sont par conséquent des éléments fondamentaux de la lutte contre le changement climatique et ses effets nuisibles que nous observons. Chers collègues, nous devons être plus ambitieux dans la réduction de nos émissions et nous devons encourager la participation d'acteurs non étatiques dans les différents efforts conjoints.*

Président de la Chambre des député **Iván Flores** (Chill)

DÉLÉGATATION PRÉSENTE À LA COP25

#ParlAmericasCC

THÈME: Il est temps d'agir

LIEU: Madrid, Espagne

DATES: 2-13 décembre

Cette activité s'aligne avec les ODD 7, 11, 12, 13, 14, 15 et 17

Une délégation de parlementaires du Comité exécutif du Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC) de ParlAmericas a participé à des séances officielles de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques COP25 à Madrid, en Espagne, du 2 au 13 décembre. Cette délégation était composée de la membre de l'Assemblée nationale Ana Belén Marín (Équateur), présidente du RPCC; de la sénatrice Rosa Galvez (Canada), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique du Nord; et de la membre de l'Assemblée législative Paola Vega (Costa Rica), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique centrale.

Cette année, l'objectif premier de la COP était d'élever l'ambition générale de toutes les Parties afin de préparer la mise à jour des Contributions déterminées au niveau national (CDN) en 2020. Lors de la COP25, un appel commun des parties prenantes, y compris des parlementaires de la délégation, visait à rendre les CDN plus inclusives en consultant différents acteurs lors de leur création, et en tenant compte des droits de la personne, de l'égalité des genres et autres dimensions sociales des solutions climatiques proposées.

Les objectifs de la délégation de ParlAmericas présente à la COP25 étaient de :

- Promouvoir l'Appel à l'action parlementaire adopté à la 4e Rencontre du RPCC à Paramaribo, au Suriname, et ses messages principaux. Cette déclaration appelle les parlementaires, les dirigeants politiques, les organisations de la société civile et multilatérales, les universitaires et toutes les personnes de notre hémisphère à lutter en urgence contre le changement climatique et à mettre en œuvre l'Accord de Paris conformément à l'Agenda 2030.

- Présenter l'ébauche pour consultation d'un nouveau Guide sur les parlements verts de ParlAmericas, qui décrit comment les parlements peuvent montrer l'exemple en mesurant leur empreinte écologique actuelle et en adoptant des actions pour améliorer les pratiques pour la durabilité et la sensibilité à l'environnement de leurs institutions, contribuant ainsi à atteindre les cibles de réduction des émissions nationales.
- Présenter le Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique élaboré en collaboration avec l'UNISDR pour aider les parlementaires à contribuer à la mise en œuvre du Cadre de Sendai et pour donner des outils aux parlements aidant à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation au changement climatique.

- Découvrir les évolutions et les nouvelles initiatives visant à atténuer et à s'adapter au changement climatique dans le monde entier et en parler avec différentes parties prenantes pour développer des partenariats potentiels et informer la planification pour les prochaines activités du RPCC.

Pour atteindre ces objectifs généraux, la délégation de ParlAmericas a participé à des réunions bilatérales, a assisté et participé à des panels, et a apporté un point de vue législatif aux différentes sessions parallèles.

La sénatrice Galvez a assisté à plusieurs réunions bilatérales et séances parallèles de haut niveau. Elle a également été invitée à une réunion d'information privée avec la négociatrice en chef de l'équipe canadienne, sur les sujets de négociation du Canada. Ces sujets incluent les mécanismes hors marché et du marché du carbone, et leurs règlementations, les pertes et dommages, le financement climatique, le plan de travail du Plan d'action Genre, et la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones. La sénatrice Galvez a également assisté à des réunions sur la transition juste, et y a appris ce que les syndicats ont demandé lors de la COP25.

La membre de l'Assemblée nationale Ana Belén Marín a représenté ParlAmericas à deux séances officielles parallèles. La première était un événement organisé par l'Action climatique mondiale de la CCNUCC au Action Hub, Programmes volontaires de gestion du carbone : Contribuer à l'atténuation à travers les marchés du carbone, où elle a parlé de la participation de ParlAmericas à l'initiative Climate Neutral Now, et du lancement de l'ébauche pour consultation du nouveau Guide sur les parlements verts. Elle a également participé

au panel de haut niveau Transition juste vers une économie verte inclusive : Un moteur pour une action climatique ambitieuse et les ODD organisé par l'Organisation internationale du travail. En outre, elle et James Grabert, directeur des Mécanismes de développement durable, ont officiellement réaffirmé le Protocol d'entente entre ParlAmericas et la CCNUCC.

Enfin, durant la deuxième semaine de la COP25, ParlAmericas a été représenté par la membre de l'Assemblée législative Paola Vega au petit-déjeuner parlementaire organisé par Global Renewable Congress. Elle a réalisé une présentation lors d'une séance officielle parallèle organisée par l'Union interparlementaire (UIP) et l'Institut de recherche Grantham, Tendances mondiales en matière de litige et de législation climatique : Renforcer la résilience et l'adaptation, où elle a parlé du Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique élaboré par ParlAmericas en collaboration avec l'UNISDR. Mme Vega a également participé à la réunion parlementaire organisée par l'UIP à l'occasion de la COP, qui a eu lieu au Congrès des députés d'Espagne. Elle y a présenté le travail important mené dans l'hémisphère en matière de changement climatique et ses liens avec l'égalité des genres et le parlement ouvert.

Messages principaux de la COP25

Les points suivants ont été mis en avant par la participation de ParlAmericas à la COP :

1. Toutes les parties prenantes et tous les différents acteurs sont nécessaires pour combattre le changement climatique. Il existe des programmes publics pour encourager une plus grande participation, comme les programmes volontaires de gestion du carbone qui mobilisent le secteur privé.
2. Les pays doivent se préparer à actualiser et renforcer leurs CDN en consultant la société civile et en tenant compte de la participation et des besoins des femmes et des jeunes, des peuples autochtones, des personnes ayant des handicaps, des travailleuses et des travailleurs issus d'industries traditionnellement non durables, et des communautés marginalisées.
3. La justice sociale, les droits de la personne et l'Agenda 2030 doivent figurer dans les CDN et les stratégies climatiques nationales des pays. La transition juste doit être un point central de ces stratégies afin d'assurer que personne ne soit laissé pour compte, et de permettre une plus grande ambition climatique.
4. La législation relative au changement climatique doit compter des mesures permettant la responsabilité et plus de précision, établissant un cadre et des instruments facilitant la réalisation des CDN. Les instruments communs incluent le conseil indépendant pour suivre la progression et un conseil d'experts apportant des recommandations informées au gouvernement.
5. Il doit y avoir un engagement à créer un cadre politique propice aux énergies renouvelables et à accélérer la croissance de la production de ces énergies pour atteindre une part de 100 % dans les prochaines années, et à ancrer cela dans un processus fondé sur les principes de la participation publique et de la transition juste.

> *Il est essentiel de promouvoir la participation active et inclusive des gouvernements nationaux et locaux, des parlements, des organismes internationaux, du secteur privé et des citoyennes et citoyens dans les discussions sur le climat, afin que nous puissions tous contribuer à la promotion d'une transition juste vers la décarbonisation.*

Membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique centrale

Nous sommes ici pour représenter ParlAmericas et vous faire part de nos connaissances, mais [aussi] pour apprendre des choses sur des sujets extrêmement importants comme la transition juste [...] et sur la façon dont nous pouvons continuer à bâtir des économies vertes, et [contribuer] à des politiques renforçant la neutralité carbone à partir de nos espaces parlementaires.

Membre de l'Assemblée nationale (Équateur) **Ana Belén Marín**, présidente du RPCC

Nous avons pu aborder les défis les plus urgents que rencontre l'humanité aujourd'hui et nous concentrer sur des façons de transformer les systèmes de l'énergie, des transports, de l'alimentation et de l'agriculture. Les parlementaires ont des responsabilités uniques d'aider à élever l'ambition de leur pays et favoriser le dialogue social nécessaire pour aborder ce problème urgent sans causer davantage de divisions sociales.

Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique du Nord

Participation à la pre-COP25 au Costa Rica

ParlAmericas, en collaboration avec l'Assemblée législative du Costa Rica et le Centre régional de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a organisé un événement parallèle en marge de la pré-COP25 qui a eu lieu à San Jose, au Costa Rica, du 8 au 10 octobre.

L'événement de haut niveau intitulé Renforcer la gouvernance climatique, un outil pour réaliser une transition juste vers la décarbonisation comptait sur la participation de la membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica); sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres pour l'Amérique du Nord; membre de la Chambre des députés **Jorge Rathgeb** (Chili); **Haydée Rodriguez** (Costa Rica), vice-ministre de l'eau et des océans; **Ovais Sarmad**, secrétaire exécutif adjoint de la CCNUCC; et **Andrea San Gil León** (Costa Rica), présidente du Centre pour la durabilité urbaine.

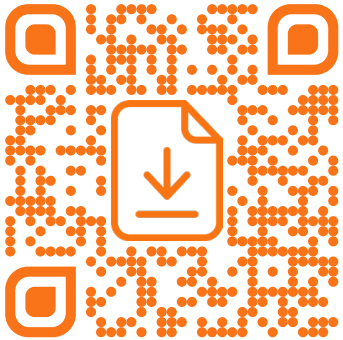
L'événement parallèle a donné lieu à un dialogue dynamique et à un échange de bonnes pratiques entre divers acteurs quant à l'incidence d'une gouvernance climatique efficace et inclusive sur la réalisation d'une transition juste vers un monde décarbonisé. La discussion en panel a aussi mis l'accent sur l'importance d'adopter une perspective fondée sur le genre dans l'élaboration de solutions climatiques qui ne laissent personne à l'écart. Il a également été question de l'importance d'inclure les parlementaires dans les discussions nationales et régionales sur une transition vers une économie verte.

Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2019.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Alisha Todd	Álvaro Terán	Anabella Zavagno
Andrea Marriaga	Andrés Mora	Christian Navarro
Eilish Elliott	Emilie Lemieux	Emilio Rodríguez
Jennifer Mowbray	Lisane Thirsk	Lourdes Smith
Maria Boada	Mateusz Trybowski	Natalí Casanova



Secrétariat international de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Télephone: + 1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org